

**L'APPROCHE DE LA REGULATION
ET LA CRISE CAPITALISTE DANS LES ANNEES 90 :
PROPOSITIONS ALTERNATIVES**

**L'APPROCHE DE LA REGULATION
ET LA CRISE CAPITALISTE DANS LES ANNEES 90 :
PROPOSITIONS ALTERNATIVES**

Alain LIPIETZ

CEPREMAP
142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. 40 77 84 64
Fax. 44 24 38 57

Conférence Annuelle de
Théorie de l'Economie Politique
Kanagawa, 13-14 Octobre 1990

Avec l'écroulement du soit-disant socialisme, le monde est entré dans le XXI^e siècle avec 10 ans d'avance. Le grand espoir du XX^e siècle, la transition du capitalisme à un mode de production plus progressiste, s'est écroulé. Il est clair désormais que, malgré quelques succès initiaux de l'"accumulation socialiste primitive", la révolution d'Octobre 1917 n'a conduit à rien d'autre qu'à une forme autoritaire de capitalisme d'Etat, qui s'est révélée moins efficiente que les réussites de bien des capitalismes de marché. Une nouvelle configuration mondiale est en train de se mettre en place, avec sa première crise géopolitique: la guerre du Koweït. Dans le même temps, la dernière grande crise du XX^e siècle, qui a commencé avec les années 70, n'en finit pas de finir. La guerre du Koweït peut déclencher une nouvelle récession, mais cette récession ne sera que la sanction des erreurs des années 80. Toutefois, au cours de ces années 80, les pays de capitalisme de marché ont connu d'énormes transformations. L'écroulement du "camp socialiste" n'apparaît pas comme une victoire de l'ancien leader du monde occidental (les Etats-Unis), mais comme l'accès à l'hégémonie du Japon dans le Pacifique et de l'Allemagne du côté atlantique.

Les marxistes n'étaient pas préparés à tout ces changements. Trop souvent, ils avaient considéré leurs objets, nos économies capitalistes, comme définies par un ensemble de lois éternelles, avec des rapports sociaux immuables, sujets à quelques variations (par exemple la concentration de la propriété), ne pouvant être remplacées que par le socialisme à travers une révolution globale.

L'histoire du capitalisme est bien plus complexe. Les rapports socio-économiques capitalistes ont connu des changements plus spectaculaires de 1848 à nos jours qu'aucun socialiste de ce temps-là ne l'aurait jamais pensé. Dans ce processus, des tensions sociales et des problèmes économiques majeurs déclenchent en permanence des crises, des luttes politiques, et quelques fois

Cette version française diffère légèrement de la version anglaise, qui doit servir de référence.

des révolutions. Pourtant, durant des périodes assez longues, le capitalisme fonctionne. Un cadre général, une règle du jeu, doivent être acceptés plus ou moins de bon gré. Trois fois depuis 1848 une grande et longue crise a eu lieu: d'abord à la fin du XIX^e siècle, ensuite dans les années 30, et finalement à la fin des années 60¹. Mais entre ces crises majeures, un grand compromis est accepté par les différentes classes sociales. Ce compromis implique l'acceptation d'un "modèle de développement" : de la droite à la gauche, on se bat sur les améliorations marginales du modèle de développement, mais ce modèle lui-même n'est pas remis en question.

Nous sommes maintenant, comme dans les années 30 et 40 (où la social-démocratie et les Rooseveltiens défiaient le libéralisme conservateur, le stalinisme et le fascisme), dans une de ces périodes de débat, non à propos de "comment continuer un modèle de développement déjà donné ?", mais à propos de ce que devrait être le nouveau compromis. Nous ne sommes pas seulement dans une crise économique, mais dans une grande crise du "consentement", ou, selon les mots du sociologue marxiste italien Gramsci, une crise d'hégémonie. Par "hégémonie" il faut comprendre une forme de direction de la société qui implique la prise en compte la plupart des intérêts, y compris certains intérêts des dominés.

Dans cette intervention, nous allons d'abord chercher à comprendre ce que fut le modèle hégémonique lors du boom d'Après Guerre du capitalisme de marché. Ce sera l'occasion de faire le compte des principaux éléments constituant d'un tel modèle, suivant la méthodologie maintenant connue internationalement comme l'"approche française de la régulation"². Ensuite il faudra comprendre "ce qui n'a plus marché" à la fin des années 60. Après avoir examiné les innovations des années 80, je proposerai quelques traits de ce que pourrait être le nouveau compromis de l'après crise. Un compromis pour le XXI^e siècle, et même pour les années 90.

Mais ce ne sera rien d'autre qu'une option. Une option qui est aujourd'hui défendue plus ou moins par les Verts Européens, ces mouvements écologistes, autogestionnaires et alternatifs, ou par certains courants "radicaux" en Amérique. Cette option ne doit pas être comprise comme une conclusion déduite des "nécessités immanentes de l'économie". Car, comme Marx l'a souligné, l'humanité fait sa propre histoire.

I - LE COMPROMIS FORDISTE.

La reproduction d'une économie marchande capitaliste à travers ses transformations est loin d'aller de soi. On constate cependant que pendant des périodes prolongées ces transformations restent régulières, et que l'accumulation, la croissance économique, ne connaissent pas de perturbation majeure. On appelle "régime d'accumulation" un tel mode de transformation conjointe et compatible des normes de production, de distribution, et d'usage. Ce régime repose lui-même sur des principes généraux d'organisation du travail et d'usage des techniques, que l'on peut appeler paradigme technologique.

Un régime d'accumulation désigne donc une régularité macroéconomique constatée. Cette régularité est en elle-même un précieux guide pour les agents économiques. Mais leurs initiatives restent cependant menacée par une incertitude radicale quant à leur cohérence globale pour l'avenir. Il faut donc qu'interviennent des mécanismes régulateurs. Nous appelons "mode de régulation"³ l'ensemble des normes, incorporées ou explicites, et des institutions, qui ajustent en permanence les anticipations et les comportements individuels à la logique d'ensemble du régime d'accumulation. On peut dire que le mode de régulation constitue le "paysage", le monde pratique, la "carte" superficielle où se guident les agents individuels de telle sorte que soient respectées en profondeur les conditions d'une reproduction et d'une accumulation équilibrées. Or la mise en place d'un mode de régulation, tout comme sa consolidation, dépendent très largement de la sphère politique. Nous sommes ici dans le domaine des luttes et des "armistices" politico-sociales, des compromis institutionnalisés. L'ensemble constitue un "modèle de développement".

Le modèle de développement qui fut hégémonique dans les pays capitalistes développés après 1945 reposait sur un trépied:

* Une forme dominante d'organisation du travail, selon les principes "tayloriens" de séparation de la conception et de l'exécution, et avec une incorporation du savoir-faire socialisé par les ingénieurs dans le dispositif automatique des machines. Ces principes tayloriens excluaient théoriquement les travailleurs directs de toute implication dans l'aspect intellectuel du travail, mais en réalité sous-entendaient quand même une certaine "bonne

volonté", déniée de part et d'autre (par l'encadrement comme par les travailleurs): une "implication paradoxale", "informelle".

* Un régime d'accumulation, impliquant une croissance de la consommation populaire, et donc des débouchés, parallèle aux gains de productivité.

* Un ensemble de formes de régulation, conduisant aussi bien les employeurs que les salariés à se conformer à ce modèle. En particulier, ce mode de régulation comprenait les conventions collectives et l'Etat-Providence, qui assuraient à la grande majorité des salariés un revenu régulièrement croissant, et l'institution d'une monnaie de crédit.

Dans l'ordre international, l'économie mondiale n'a jamais atteint un tel degré d'organisation macroéconomique. Le modèle fordiste n'était hégémonique que dans les pays de l'OCDE, à l'exclusion de la plus grande partie du Tiers-Monde. De fait, la monnaie mondiale était la monnaie de crédit émise par les Etats Unis. C'était possible à cause de la supériorité des Etats Unis quant à leur paradigme industriel, en sorte que les biens de production qu'ils produisaient étaient à la fois nécessaires et compétitifs. Aussi les autres pays étaient-ils obligés d'accepter le dollar comme l'équivalent général international. L'attitude internationale des Etats-Unis, qui dérivait d'une authentique posture hégémonique, dans le contexte d'une rivalité avec l'Union Soviétique, n'était pas sans ressemblance avec les aspects internes du compromis fordiste. Après 1947, l'administration US rejeta la tentation d'écraser d'éventuels concurrents en leur infligeant le libre échange. Au contraire, comme SPIRO [1977] le souligne, "les Etats-Unis encouragèrent l'Europe et le Japon au protectionnisme et à la discrimination contre le dollar. Ils promurent les exportations européennes et japonaises vers les Etats-Unis. Pour encourager un ajustement à long terme, les Etats-Unis promurent la compétitivité européenne et japonaise. Il était entendu que la reconstruction européenne et japonaise bénéficierait aux Etats-Unis en élargissant le marché pour les exportations américaines".

En ce qui concerne le Tiers-Monde, une tentative similaire fut l'Alliance pour le Progrès de Kennedy. Mais là, les intérêts à courte vue néo-coloniaux l'emportèrent le plus souvent, sauf dans les pays exposés à la concurrence communiste, comme la Corée du Sud et Taïwan, ou les Etats-Unis encouragèrent la réforme agraire, la substitution aux importations et le développement capitaliste national.

II - LA FIN DE L'AGE D'OR.

Ce modèle de développement entra en crise pour deux séries de raisons. Certaines sont internes, les autres internationales. Le développement concret de la crise ne peut être compris que par l'interaction de ce deux types de causes (LIPIETZ [1985b], GLYN et al. [1986]). Commençons par les raisons internes.

Tous les pays capitalistes avancés connurent à partir des années 60 un ralentissement des gains de productivité contrastant avec la croissance continue des revenus salariaux réels, et une accélération du rapport capital-produit en valeur. La combinaison de ces deux tendances conduisit à une chute du taux de profit. En d'autres termes, la tendance marxiste à la chute du taux de profit se trouva actualisée dans les années 60-70 (LIPIETZ [1986]).

Les raisons de cette évolution doivent être cherchées dans une faiblesse latente du modèle d'organisation du travail: "la crise de l'implication paradoxale". Cette faiblesse peut avoir été révélée par le surgissement de l'activisme ouvrier dû à la situation de plein emploi à la fin des années 60. Alors, la croissance du niveau d'éducation, de conscience sociale, le besoin d'autodéveloppement et de dignité, conduisit à une révolte contre le déni de toute responsabilité humaine dans les formes tayloristes de séparation entre concepteurs et opérateurs. Plus profondément encore, cette séparation était responsable de l'épuisement des sources de gains de productivité (car seul une minorité avait en charge l'accroissement de l'efficacité collective) et de la croissance du capital fixe par travailleur (parce que cette minorité ne pouvait améliorer la productivité de la majorité que en accroissant la complexité de la machinerie).

La chute résultante de la profitabilité des firmes les conduisit à réagir, à travers une réduction du salaire réel (ce qui conduisit à une crise de sous-consommation) et à travers la socialisation de leurs pertes par la croissance du taux de marge, ouvrant ainsi une inflation par les coûts permise par la monnaie de crédit (LIPIETZ [1983]). Mais le résultat principal de ce processus complexe fut une tension sur le compromis social. Le déclin de la profitabilité, et donc du taux d'investissement, conduisit à un chômage

croissant. Ce chômage fut compensé par un élargissement de l'Etat Providence qui limitait effectivement les risques économiques et sociaux de dépression cumulative. Mais finalement ces transferts se révélèrent un poids trop lourd pour le secteur productif. Ils conduisirent à une crise fiscale de l'Etat Providence. Ainsi, pour des raisons strictement internes, le compromis fordiste était devenu économiquement insoutenable dans les années 70, dix ans après la révolte marcusienne de la jeunesse contre son aspect "unidimensionnel". Et la racine de cette crise était du côté de l'offre : une crise du travail induisant une crise de la profitabilité.

Des raisons internationales étaient aussi responsables de cette érosion. Dans les années 60, et plus encore dans les années 70, la recherche d'une échelle de production élargie et de régions à plus bas salaires conduisit à une interconnexion internationale des processus productifs, contrastant avec le caractère national de la régulation. Dès lors la concurrence des "Nouveaux Pays Industrialisés" devint dangereuses pour les vieilles industries, remplaçant des travailleurs bien payés par des travailleurs peu payés, conduisant ainsi à un jeu à somme négative au niveau de la demande internationale. Par ailleurs, la recherche de l'équilibre des balances commerciales, dans le cadre du libre échange, conduisait chaque pays à des politiques récessives.

On peut donc dire que, au niveau mondial, la crise était directement une crise de sous-consommation, en termes marxistes (ou, en termes keynésiens: déficit de demande effective), mais d'un autre côté, du point de vue interne, le caractère keynésien de cette crise n'était qu'un sous-produit d'une crise plus fondamentale, "classique", une crise de la profitabilité.

Bien sûr, la réaction des firmes, des syndicats et des Etats changea plusieurs fois d'orientation durant cette crise, engendrant ainsi une succession de configurations mondiales (LIPIETZ [1985b,1989]). La tendance principale, durant les années 70 à l'intérieure de l'OCDE, fut la politique keynésienne de soutien à la demande, avec déficit, émission laxiste de monnaie, recyclage risqué des eurodollars vers les Nouveaux Pays Industrialisés. Cela permit une réelle révolution industrielle dans plusieurs pays du Tiers-Monde. Mais un retournement vers les politiques monétaristes eut lieu vers la fin des années 70. Ce "choc monétariste" restreignit la

possibilité pour les firmes d'investir et déclencha la crise de la dette dans le Tiers-Monde, ajoutant ainsi une composante keynésienne (du côté de la demande) inutile à une crise classique de profitabilité restée sans solution. Après 1982 une politique monétaire plus laxiste de la Banque Fédérale et du Trésor américains induisirent aux Etats-Unis une expansion fondée sur un déficit keynésien. Tout le reste du monde, y compris les NPI, bénéficia de cette "demande sociale mondiale". Mais alors, différents types de pays se révélèrent, selon la forme de leur adaptation à la concurrence mondiale, et selon le type de réponse à la crise du côté de l'offre.

En effet, des tentatives avaient été menées dès les années 70 pour attaquer directement les racines internes de la crise. La nouvelle révolution technologique était supposée offrir des solutions. Pourtant la découverte de nouveaux rapports productifs n'est pas seulement une question de technologie, comme nous allons le voir.

III - ALORS QUE FAIRE ?

Comme dans les années 30, la question des sorties de la crise est une question politique. Il n'y a pas de solution dictée par les lois économiques. La crise n'est pas non plus inéluctable; certains pays ont préservé croissance et emploi : Japon, Corée, Suède... Leurs stratégies sont différentes, la possibilité de les généraliser à long terme est douteuse. Et comme dans les années 30, les premières solutions en compétition n'indiquent pas nécessairement qui sera le vainqueur.

Il faut toutefois préciser que le "socialisme" n'est plus un concurrent, si par ce mot on entend un modèle tout prêt de mode de production. Tous les "modèles socialistes" depuis 1917 ont échoué. Le socialisme apparaît comme la grande tragédie du XX^e siècle. Après la présente crise du capitalisme, au début du XXI^e siècle, il existera toujours de par le monde des relations marchandes entre unités productives et un rapport salarial entre dirigeants et force de travail: donc le capitalisme. La question est : quelle sorte de capitalisme cela sera. Sera-t-il meilleur pour les gens et sera-t-il prometteur pour de nouveaux pas en avant ? Aucune fatalité, aucune "loi de développement des forces productives n'apporte de réponse.

Ici les économistes, marxistes, écologistes, ou féministes, ont des choses à dire. Ils peuvent expliquer les difficultés rencontrées par l'ancien compromis. Ils peuvent prévoir les difficultés, les contradictions, les incohérences dans les projets des différentes forces politiques. Ils peuvent proposer des solutions conformes à leur options éthiques. Toutefois, seules des forces politiques, expression des mouvements sociaux, auront la responsabilité de la mise en oeuvre d'un nouveau modèle de développement.

Après toutes ces précautions oratoires, jetons d'abord un regard sur le premier modèle en compétition pour le titre d'"issue à la crise" : le libéral-productivisme. Représenté par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ce modèle sembla parvenir à l'hégémonie au milieu des années 80. Mais à la fin des années 80, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest parurent offrir un meilleur modèle capitaliste. Je discuterai donc plus loin du "débat japonais" à l'extérieur du Japon. Sur cette base, je présenterai des solutions alternatives portant sur le paradigme technologique et le rapport salarial, l'Etat providence, et l'ordre économique international.

IV - LE LIBERAL-PRODUCTIVISME.

Je donne ce nom à l'idéologie exprimée par les administrations Thatcher et Reagan, et plus ou moins acceptée dans les années 80 par la plupart des gouvernements ouest-européens, le FMI, l'OCDE,... La grande force de cette idéologie réside dans l'érosion du compromis social-démocrate (et le désastre des "socialismes").

Voici en gros le discours. Il y a une révolution technologique. Mais les rigidités imposées par l'Etat (législations sociale et écologique) lui bloquent le passage. Alors débarrassons-nous de ces rigidités, et les lois de la libre concurrence imposeront automatiquement le nouveau modèle de développement compatible avec ces nouvelles technologies.

Le premier défaut de ce modèle, c'est qu'il conduit à une polarisation sociale: la "brésilianisation" apparaît comme sa perspective (LIPIETZ [1985b]). Au sommet, les "gagnants" bénéficieront des avantages de la révolution technologique. Au milieu, un groupe de travailleurs permanents et qualifiés bénéficiera d'un emploi stable, mais sans les perspectives

d'amélioration continue de salaire du compromis fordiste. En bas, une foule de sous-employés flottera entre l'emploi précaire et le chômage, sans bénéficier de l'Etat-Providence. La conséquence politique est évidente: c'est le retour du "problème des classes dangereuses" du XIX^e siècle, avec la possibilité de leur action subversive (le meilleur résultat à mon sens), ou la généralisation de la délinquance individuelle et des fléaux sociaux (drogues).

Deuxième problème, cette solution ne résoud pas la crise des relations professionnelles tayloriennes. Au contraire, il y a le risque d'une fracture aggravée entre le travailleur et sa firme. La technologie ne pourra pas résoudre le problème de la non-implication de l'opérateur dans la bataille pour la qualité et la productivité. Si les travailleurs ne sont pas impliqués, la mise en oeuvre de technologies sophistiquées impliquera un énorme travail d'ingénierie et de maintenance. D'où une nouvelle croissance du rapport capital-travail, et pas de reprise évidente de la productivité du travail direct.

L'alternative est évidemment le choix de techniques moins sophistiquées fondées sur l'interaction machinerie/travailleur dans le procès de production. Cette implication (cette "autonomie responsable", opposée au "contrôle direct" taylorien sur les travailleurs : FRIEDMAN [1977]) ne pourra pas demeurer informelle. Il s'agira au contraire d'amener les équipes de travailleurs à s'impliquer dans le réglage et la maintenance des ateliers, et cela de telle manière que les améliorations qu'ils proposeront pourront être systématisées, le savoir-faire acquis dans le processus d'apprentissage étant susceptible de formalisation et de socialisation par les ingénieurs. Il s'agit en somme de réunir ce que Taylor avait séparé : les aspects manuels et intellectuels du travail.

Aujourd'hui ce nouveau type de relations industrielles apparaît plus rationnel que le précédent (AOKI 1987). En fait, on peut lire les années 80 comme une gigantesque guerre économique entre deux solutions à la crise du fordisme du côté de l'offre (voir la figure I à la fin de ce texte). D'un côté, les pays "flexibles", libéraux-productivistes, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, La France, l'Espagne... le Brésil, essaient de relâcher les aspects rigides des relations industrielles fordistes. D'un autre côté les

modèles à "implication" des travailleurs, Japon, Scandinavie, Allemagne de l'Ouest, et partiellement la Corée du Sud, essaie de passer du taylorisme à l'implication négociée. Et la grande nouvelle est la suivante: c'est le second groupe qui est en train de gagner cette guerre ! La combinaison (que j'appelle Néo-taylorisme) : "contrôle direct tayloriste, plus flexibilité dans le contrat salarial" n'était pas une si bonne solution, même d'un point de vue capitaliste !

Le troisième problème avec le libéral-productivisme est macroéconomique: c'est le grand retour des cycles des affaires. Puisqu'il n'y a plus d'expression explicite des anticipations collectives, alors les anticipations individuelles doivent se guider les unes sur les autres, jusqu'au moment où elles se retournent toutes en même temps. La solution classique à ce vieux problème, c'est la dépense publique. Mais si on exclut les dépenses de sécurité sociale, alors la dépense publique classique ce sont les dépenses d'armement. Le militarisme réapparaît comme l'outil essentiel de la politique macroéconomique: voir le boom des Etats-Unis après 1983. Mais à la fin des années 80 le déficit américain (dû à la faible compétitivité de son paradigme industriel) est devenu si important que sa politique macroéconomique atteint ses limites.

De toute façon, l'esprit libre-échangiste du productivisme libéral est en lui même une source d'instabilité internationale, et c'est le quatrième problème. Comme nous l'avons déjà noté, l'Age d'Or fordien ne fut pas un libre échangisme. Les difficultés surgirent au bout d'un certain temps du fait du manque d'une organisation mondiale plus complexe, quand la compétition internationale se fit plus intense. A ces difficultés nouvelles, la réponse du libéralisme fut : encore moins d'organisation. On supposait que le libre échange réaliserait un ajustement automatique des balances des marchandises et des capitaux. Dans les faits, ce sont les déséquilibres qui se développèrent. En situation de libre-échange, la seule solution, pour un pays à déficit, est d'organiser la déflation. Mais alors, si cette politique se généralise, les marchés extérieurs des pays à surplus se contractent dans la même proportion, avec un effet déflationniste. Le résultat agrégé de ces "déflations compétitives" est la stagnation généralisée. La communauté européenne en offre un bon exemple (LEBORGNE & LIPIETZ [1990]).

Mais la situation est bien plus sérieuse dans le cas du Tiers-Monde, car s'ajoutent les problèmes de la dette, avec des conséquences dramatiques pour les populations. Les miracles des NPI dans les années 70 furent rendus possibles par la politique monétaire laxiste des Etats-Unis. Avec le choc monétariste de 1981, les NPI se trouvèrent pris au piège et condamnés à une terrible récession interne. Aujourd'hui, seule la Corée du Sud est capable de rembourser sa dette, tout en se permettant une croissance du niveau de vie de sa classe ouvrière.

Même le pays leader du libéral-productivisme, les Etats-Unis, ont subi les conséquences du laissez-faire. Quand leur déficit commercial devint écrasant, au milieu des années 80, l'administration US abandonna son égoïsme et son libéralisme, et redécouvrit les vertues du multilatéralisme et de la politique active de l'Etat. Elle proposa à ses partenaires un projet de collaboration internationale pour la reprise de l'économie mondiale, basée sur une accélération keynésienne de la croissance dans les pays excédentaires, le Japon et l'Allemagne. Un plan peu différent de celui proposé par MARRIS [1984], l'ancien conseiller de la période keynésienne de l'OCDE. Mais d'autres propositions furent avancées et partiellement mises en oeuvre : le protectionnisme. De toute façon, protectionnisme ou compromis explicite entre les Etats apparaissent comme deux alternatives à la "guerre de tous contre tous" qui constitue le noyau du productivisme libéral.

Enfin cette guerre économique a conduit à la plus dramatique crise écologique que l'humanité ait jamais connue. On ne traitera pas de cet aspect dans cette intervention (voir le rapport des Nations-Unies Notre avenir à tous). Le capitalisme a multiplié par cinquante le produit industriel mondial en un siècle. Mais 4/5 de cette croissance ont été obtenus depuis la période fordiste. Et le libéral-productivisme encourage une exploitation insensée de l'environnement "naturel". Cette dette écologique des générations passées et présentes (la destruction de la couche d'ozone, l'effet de serre etc...) devra être payée dans les prochaines quarante années...

V - LE DEBAT JAPONAIS : UNE VUE EXTERIEURE.

Dans le groupe des pays capitalistes qui ont choisi l'"autre" solution à la crise de l'offre du modèle fordien, le Japon est le plus connu pour la

mise en oeuvre d'un nouveau paradigme industriel, impliquant ses travailleurs dans la bataille pour la productivité et la qualité, réorganisant la gestion de l'atelier à travers le modèle "kanban", etc. Pourtant l'Allemagne de l'Ouest apparaît comme un autre challenger à l'hégémonie des Etats-Unis. Les pays de l'arc alpin, Suisse, Autriche, Italie du Nord, et la Scandinavie montrent la possibilité pour de petits pays de triompher dans la compétition internationale. Examinons d'abord les différences entre ces nouvelles expériences et nous reviendrons plus loin sur le débat politique et académique occidentale à propos du Japon.

Le fond du problème est le suivant. Quand l'encadrement essaie de "renouer ce que Taylor a séparé", cela accroît le pouvoir de contestation des salariés au niveau de l'atelier ou du bureau. Alors comment un compromis entre le nouveau collectif de production "impliqué et multiquifié" et l'encadrement peut-il être régulé ? Evidemment, dans la version pure de la "flexibilité" du contrat salariale résultant de l'idéologie libérale, c'est impossible. Des travailleurs impliqués doivent sentir que leur intérêt est lié à l'intérêt de la firme ! Mais il peut y avoir différentes formes de négociation. Une forme peut être un accord non marchand sur l'emploi, la carrière, négocié au niveau des grandes firmes, comme au Japon. Dans ce cas il s'agit d'un compromis entre le capital et une partie du salariat, avec une concurrence croissante à l'intérieure du segment privilégié de la force de travail (l'aristocratie ouvrière) et une surexploitation des autres composantes (les femmes, les minorités ethniques).

Une autre solution est la négociation au niveau sectoriel, comme en Allemagne. Ce modèle est certainement plus avantageux pour les travailleurs que la négociation au niveau de la firme, mais certaines branches (surtout dans le tertiaire) sont encore une fois négligées (il s'agit encore une fois des femmes, des minorités ethniques). Un pas plus loin, la négociation peut être réglée au niveau de la société, comme en Suède. C'est certainement la meilleure solution pour les travailleurs, avec quelques problèmes pour la profitabilité capitaliste et la compétitivité (MAHON [1990]). Sur la figure 1, ces trois solutions sont notées "firme", "secteur", "société", sur l'échelle de l'implication négociée des travailleurs ³.

Pour des raisons évidentes, plus élevé est le niveau de la négociation, moins flexible peut être la législation sur le contrat salarial. Comme on l'a déjà noté, la combinaison "implication du travailleur plus flexibilité du contrat salarial" est interdite. Pourtant cette combinaison est largement reconnue dans l'hémisphère occidental comme le paradigme "postfordien" quelques fois appelé "spécialisation flexible". Proposé par PIORE & SABEL dans leur livre stimulant [1984], aujourd'hui défendu par le Parti Communiste Britannique et sa revue influente Marxisme Today, l'idée est maintenant largement partagée dans la gauche occidentale. Empreintant ses exemples au Japon, à l'Allemagne de l'Ouest et à la "troisième Italie", la théorie de la spécialisation flexible, tout en faisant référence à l'approche de la régulation, réduit le débat sur l'après fordisme à une voie unique déterminée technologiquement par le développement des nouvelles machines flexibles, et qui apparaît comme une simple inversion du paradigme industriel fordiste: flexibilité au lieu de rigidité dans la législation sociale, implication des travailleurs au lieu du contrôle direct. Ce second aspect (évidemment plus progressiste) est utilisé comme un argument pour justifier les concessions sur le premier aspect ⁶.

Les réactions contre cette gauche "japonaise" sont basées sur plusieurs arguments.

* Quand elles sont mises en oeuvre aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les "méthodes japonaises" sont réactionnaires (POLLERT [1988]), "ni socialement ni économiquement progressistes" (FOSTER & WOOLFSON [1989]). A cela on peut répondre que le Royaume-Uni et les Etats-Unis suivent un autre paradigme, qui surdétermine la façon dont les soi-disant méthodes japonaises sont mises en oeuvre dans ces pays (LEBORGNE & LIPIETZ [1990b]). De plus, même là, dans certaines conditions, les relations industrielles japonaises peuvent être introduites et alors elles apparaissent comme socialement et économiquement progressistes par comparaison au contexte américain (BROWN & REICH [1987]). * Même dans leur "berceau", le Japon, les solutions "post-fordistes" sont réactionnaires, basées sur l'intensification du travail et la flexibilité de la législation sociale: "le système de domination capitaliste sur le travail le plus cruel et le plus oppressif" (KATO & STEVEN [1989]). A cela on peut répondre premièrement que, en moyenne, le degré d'éducation et de santé de la classe ouvrière japonaise est l'une des plus élevée du monde. Deuxièmement, pour le segment de la classe ouvrière qui est "impliqué", le rapport salarial

est meilleur. Et troisièmement, il faut souligner que le Japon concret n'est certainement pas le plus haut degré d'achèvement de l'implication négociée, du point de vue social. Dans la hiérarchie sur l'axe horizontal de la figure 1, le Japon se situe derrière l'Allemagne et la Suède (et peut être la Nouvelle Zélande). Néanmoins il est certainement plus progressiste (à la fois économiquement et socialement) que le Thatcherisme et le Reaganisme.

* Même dans le segment privilégié de la force de travail japonaise (les grandes entreprises), les relations industrielles ne sont pas si brillantes que ne le prétendent KENNEY & FLORIDA [1988]. Cette critique est aussi dirigée contre l'Allemagne dans TOMANEY [1990]. Encore une fois, c'est une appréciation relative : les travailleurs japonais et allemands ne sont certainement pas confrontés à la "fin de la division du travail" (KERN & SCHUMANN [1984]). Toutefois leur situation est certainement un pas en avant par rapport l'aliénation tayloriste de l'individualité au travail.

* Tout en reconnaissant ce fait, H. HIRATA [1990] critique cette forme d'implication de la classe ouvrière dans le procès capitaliste de production: "les travailleurs japonais continuent à parler de leur travail pendant leur temps de loisir", remarque-t-elle. Il est certain qu'on peut adresser la même critique à la plupart des ingénieurs ou patrons masculins, ou aux chercheurs ! A mon avis cette critique vaut pour n'importe quelle civilisation patriarcale et productiviste, pour n'importe quelle forme de réduction de l'identité des hommes à leur profession. Un projet alternatif devrait attaquer directement ce point, tout en reconnaissant la professionnalité comme une valeur importante.

Pour résumer ce débat, on peut affirmer que, tout en étant économiquement et (au moins dans le segment privilégié de sa classe ouvrière) socialement supérieures au Thatcherisme et au Reaganisme, les relations industrielles japonaises n'évitent pas quelques unes des impasses du libéral-productivisme. Une des raisons en est que, le compromis étant négocié firme par firme, cela permet une segmentation profonde et une concurrence dans la société, la solidarité se restreignant à la famille, d'une façon telle qu'elle isole la femme à la maison ou la cantonne dans les secteurs néotayloristes au travail ⁷.

Il en résulte que certains résultats macroéconomiques du libéral-productivisme se vérifient aussi au Japon (sans compter les résultats

écologiques). La macroéconomie du Japon dépend trop de la demande externe en marchandises ou en capitaux. Comme ITOH [1990] l'explique, la supériorité du paradigme technologique japonais ne trouve pas sa correspondance dans une régulation de la répartition. En termes marxistes, les firmes japonaises redistribuent la plus value extra à une aristocratie des travailleurs, tandis que le fordisme redistribuait la plus value relative à la plus grande partie de la population ⁸.

Ce que le Japon (et l'Allemagne et la Suède) ont enseigné au reste du monde, c'est que la crise du côté de l'offre du fordisme peut-être résolue à travers l'implication négociée des travailleurs. C'est la base productive pour une alternative progressiste, mais ce n'en est que la base.

VI - POUR UN NOUVEAU COMPROMIS SALARIAL SUR LA PRODUCTIVITE.⁹

A la racine de l'actuelle crise économique, il y a donc la crise du travail. Une crise du Taylorisme, cette forme de "non-implication paradoxale" du travailleur direct. La technologie de l'informatique ne représente pas en elle-même une solution à cette crise. L'opérateur(trice) direct(e) devrait pouvoir s'impliquer, avec toute son imagination, sa capacité innovatrice, sa qualification et son savoir-faire acquis dans la production quotidienne, non seulement pour peaufiner en temps réel le bon déroulement du processus productif, mais aussi pour socialiser, collectiviser le savoir pratique acquis: tâche que Taylor avait réservé au Bureau des Méthodes.

Je le dis nettement: le mouvement ouvrier et tous les mouvements démocratiques doivent relever le défi, occuper le terrain d'une révolution anti-taylorienne. Pas seulement à titre de "compromis", mais comme un premier pas vers des buts historiques: une société plus démocratique, plus "auto-gérée", un pas dans l'humanisation du genre humain.

Bon, mais ça sera aussi un compromis. Bien sûr que n'importe quel patron serait ravi d'avoir des salarié(e)s travaillant avec enthousiasme, avec toutes leurs capacités intellectuelles, pour la plus grande gloire de l'entreprise! Si le taylorisme a choisi de se passer de telles possibilités, c'est pour des raisons politiques: des raisons de micro-politique, de contrôle des ateliers, mais aussi des raisons macro-politiques, des raisons d'Etat. En

fait, un groupe ouvrier hautement qualifié, fier de l'être, entreprenant, peut contester le contrôle de l'encadrement sur l'intensité de son travail, le partage de la productivité, l'utilité des produits. Et une classe ouvrière consciente de ses capacités gestionnaires peut nourrir des ambitions quant à sa capacité de direction politique et sociale.

S'il veut réunir ce que Taylor a séparé, qu'est-ce que l'encadrement peut proposer, qu'est-ce que les salariées (hommes et femmes, sans distinction ethnique) peuvent exiger en échange ?

En échange, la première exigence est évidemment la plus grande stabilité de l'emploi. Aucun(e) salarié(e) n'est prête à faire montre d'esprit coopératif dans la recherche de gains de productivité... qui entraîneraient son propre licenciement ! Le problème est qu'une firme ne peut garantir sur le moyen terme un emploi sûr pour le même genre de travail. La garantie de l'emploi doit donc être une garantie dynamique, impliquant à la fois des aspects internes à la firme et des aspects sociaux. Ce qui soulève la question de la "mobilité" et de la "restructuration".

La plupart des salarié(e)s ne sont pas prêt(e)s à accepter la mobilité, entre genres de travail et entre régions. Ils et elles ont raison. Le travail n'est qu'un aspect de la vie individuelle et sociale. Les relations affectives et familiales sont la plus grande part des conditions d'épanouissement et de bonheur, et elles requièrent des conditions matérielles: la stabilité de communautés, liées à des territoires. Le compromis ne doit pas porter simplement sur le "droit au travail", mais sur le "droit de vivre et de travailler au pays". Ce qui implique un engagement collectif des syndicats dans la dynamique locale de création de nouveaux emplois, au fur et à mesure que disparaissent les emplois devenus inutiles. L'implication des salarié(e)s dans le "comment produire ?" débouche donc sur la préoccupation pour le "quoi produire ?".

Deux impératifs doivent guider en permanence la restructuration de l'appareil productif.

D'abord, la conservation et l'enrichissement des savoir-faire. Il est aussi humiliant qu'irrationnel de ne pas prendre en considération le savoir-

faire acquis des travailleurs. C'est pourquoi les salarié(e)s doivent être impliqué(e)s dans les décisions concernant la restructuration. Ils, elles apportent leur savoir-faire et peuvent exiger une requalification complémentaire. Ce droit à la requalification et au contrôle sur les objectifs de la restructuration doit faire partie du compromis sur la restructuration dynamique.

Ensuite, la définition démocratique des besoins sociaux à satisfaire. Une tentation pour les syndicats consiste à défendre les emplois actuels de leurs adhérents. Pourtant ces emplois peuvent être dangereux pour la communauté (les centrales nucléaires) ou d'une utilité douteuse (les vieilles mines, les industries d'armement). C'est pourquoi le contrôle sur le "que produire ?" ne concerne pas que les travailleurs actuels, mais toute la société. Il faut inventer de nouvelles formes de planification démocratique et écologique, préalable au "jugement du marché".

Il faut préciser un autre point du compromis. A supposer que la mise en oeuvre de nouvelles relations professionnelles, alliées à la "révolution informatique", entraîne un retour aux gains de productivité élevés, qui devrait bénéficier de ces gains ? A tout le moins, les salariés autant que les entreprises. Si tel n'était pas le cas, une demande languissante, contrastant avec des gains de productivité "rugissants", déboucherait sur la surproduction et un accroissement du chômage. Mais le nouveau modèle de développement à venir peut régler ce problème: soit à travers une hausse du pouvoir d'achat par salarié(e) (en salaire direct, ou via l'Etat-Providence), soit à travers une extension du temps libre par salarié(e). A mon avis (et c'est le point essentiel), le compromis devra porter principalement sur une croissance du temps libre, et moins sur une croissance du pouvoir d'achat en marchandises. Il y a bien des arguments en faveur de ce choix.

D'abord, la réduction massive du temps de travail est la principale arme efficace pour une réduction rapide du chômage.

Ensuite, dans nos pays capitalistes avancés (la situation est différente dans le Tiers-Monde), la majorité de la population a atteint, quantitativement, un niveau de vie tel que le droit à la recherche du bonheur est désormais davantage limité par un "manque d'être" que par un "manque

d'avoir". Avant même la crise économique, vers 1968, le modèle de consommation de masse commençait à révéler ses faiblesses existentielles. Même les nouvelles marchandises proposées par la révolution électronique, hifi, vidéo, ordinateurs domestiques, consomment du temps, alors que les marchandises fordistes typiques (voitures, machines à laver) étaient censées en faire gagner.

D'ailleurs, la logique suggère que, sur le long terme, des salarié(e)s qui s'impliquent activement pendant leur temps de travail doivent être aussi des citoyens actifs dans la vie démocratique, avec du temps libre pour la vie culturelle et pour la croissance de leur niveau d'éducation.

De plus, un modèle de développement où le plein-emploi est basé sur une croissance plus lente des rapports marchands et l'extension du temps libre, et des relations non-marchandes, est moins sujet aux perturbations économiques découlant de la concurrence internationale. La "consommation de temps libre" n'induit pas d'importation, et il n'est point besoin de protectionnisme pour assurer la possibilité de faire de la musique ou du théâtre, lire des romans ou faire l'amour. "Accumuler dans le bonheur de vivre" permet une croissance plus équilibrée et augmente la capacité de régulation démocratique des économies nationales.

Enfin les crises écologiques globales et les crises locales pèsent maintenant lourdement contre toute croissance de la production de biens matériels. Comme une grande partie de la population du Tiers-Monde doit voir augmenter son bien être matériel, les populations du Nord devraient privilégier une forme de progrès basée sur la croissance du temps libre.

VII - POUR RESOUDRE LA CRISE DE L'ETAT-PROVIDENCE.

Tel qu'il a émergé d'un siècle de combats syndicaux, l'Etat-Providence apparaît comme une forme très puissante mais très particulière de solidarité. Essentiellement, c'est une forme de compromis entre le capital et le travail, sous la forme d'un compromis entre les citoyens. Une partie du revenu distribué est soustrait du pouvoir d'achat directement versé aux individus et dirigée vers un réservoir. Ce réservoir reverse en monnaie un revenu à

celles et ceux qui, pour des raisons "légitimes", ne peuvent gagner normalement leur vie en travaillant.

Les actifs, c'est-à-dire aussi bien les employeurs que les employés, paient taxes et cotisations à l'Etat-Providence pour alimenter le "réservoir". Quand ce prélèvement devient trop lourd, ces actifs commencent à protester: ils paient pour des "paresseux", des gens qui ne travaillent pas. En fait, ces gens voudraient bien travailler, mais justement ils ne peuvent pas le faire contre salaire, et ils n'ont pas le droit de le faire tant qu'ils reçoivent des prestations. Et ils supportent le coût psychologique de cet illogisme.

Outre l'accusation généralement injuste de paresse, l'Etat-Providence est aussi attaqué par les libéraux parce que contre-productif, sur un argument microéconomique. "S'il n'y avait pas ou moins de taxes sur le secteur actif, à cause de l'Etat-Providence, alors le coût total du travail serait moindre. Ainsi, on pourrait embaucher davantage de travailleurs". Cela peut être vrai au niveau microéconomique, mais c'est un paradoxe de composition. S'il n'y avait pas de taxes pour payer l'Etat-Providence, alors il n'y aurait plus de transfert sociaux, avec tous les dangers inhérents pour la stabilité macroéconomique.

Quelques défenseurs de la réduction de l'Etat-Providence soulignent les possibilités alternatives de la "famille-providence", y compris le travail des femmes et les assurances privées. Il faut souligner que d'un point de vue macroéconomique, tout transfert dans une période donnée est financé par la production de la même période, donc tout système de Sécurité sociale est basé sur la redistribution¹⁰. Quant à la solidarité familiale, elle repose trop souvent sur l'oppression patriarcale des femmes.

Il existe un moyen pour contourner toutes ces critiques. C'est la création d'un nouveau secteur d'activité, limité dans son ampleur. Ses travailleurs et travailleuses, ou plutôt les organismes qui auraient à les payer, continueraient à recevoir de l'Etat-Providence des subventions équivalentes à l'allocation-chômage, et n'auraient pas plus à payer de cotisations que n'en paient les chômeurs: l'opération serait donc blanche pour l'Etat-Providence. Les employé(e)s de ce secteur recevraient de ces organismes

un salaire normal, avec la législation sociale normale. Leur activité, ainsi subventionnée, serait consacrée à des travaux socialement utiles:

* ceux qui sont actuellement fournis à coût élevé (puisque non subventionnés) par certains secteurs de l'Etat-Providence lui-même (soins aux malades, aide aux convalescents),

* ceux qui sont actuellement fournis par le travail gratuit des femmes,

* ceux qui ne sont pas fait du tout parce que ce serait trop cher (amélioration de l'environnement, en particulier des quartiers pauvres, etc...).

Comme on le voit, le développement de ce "tiers-secteur d'utilité sociale" élimine la plupart des défauts de l'Etat-Providence fordien. La critique de "schizophrénie" s'évanouit. Les actifs cotisants des deux premiers secteurs sauraient pour quoi ils paient: des travaux socialement utiles. Les actifs du Tiers-secteur auraient un emploi socialement reconnu et plus gratifiant pour leur estime de soi que le travail noir ou que les "petits boulots" précaires. La microéconomie serait respectée par le développement d'emplois peu coûteux pour les organismes payeurs, mais assurant un revenu stable à des actifs qui ne viendraient pourtant pas en concurrencer d'autres.

Mais il y a plus. Dans ce nouveau secteur économique, de nouveaux rapports sociaux "démocratiques" pourraient être expérimentés. D'abord, à l'intérieur du secteur. Il pourrait s'organiser en petites coopératives autogérées, qui pourraient combiner la formation et l'activité, avec l'aide de psycho-sociologues, de formateurs. Ensuite, dans ses rapports avec les "usagers", il pourrait innover dans la recherche de nouveaux rapports contractuels, (ni marchands, ni patriarcaux, ni administratifs) de prestation de services, avec un contrôle permanent des bénéficiaires quant au caractère "d'utilité sociale" effective de l'activité de ces coopératives...

Ainsi, ce nouveau secteur "alternatif" pourrait être une école d'auto-gestion, d'égalité des sexes, et de démocratie dans la définition des tâches. Quoiqu'immérgé dans le marché, dans les rapport salariaux (mais protégé par son rapport à l'Etat-Providence), il pourrait être un nouveau pas dans la démocratisation des rapports économiques.

VIII - UN ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL NON AGRESSIF.

Supposons que le lecteur aime le projet qui vient d'être décrit. Il ou elle objectera certainement : <<Bon, c'est très bien qu'une nation choisisse ce projet, mais elle aura des problèmes avec la concurrence internationale. Comment un travailleur travaillant trente heures par semaine pourrait-il être compétitif avec un Coréen ? D'autre part une Corée démocratique peut choisir de travailler beaucoup et d'améliorer son niveau de vie". C'est un fait. Le problème est de penser un ordre international laissant la liberté maximale à chaque nation pour choisir son projet.

Le problème avec l'ordre économique actuel est que la charge des ajustements repose sur les épaules des pays "trop généreux" pour leurs salariés, même si cette générosité est un besoin vital pour leurs citoyens. Au premier abord le protectionnisme est la voie la plus simple pour résoudre ce problème. Si les citoyens d'un pays s'accordent sur un bon compromis interne, pourquoi ce compromis devrait-il être condamné par la loi arbitraire du libre échange ? Et il est vrai que toute Nation qui commence à prendre en charge son destin commence par le protectionnisme, comme le Japon l'a très bien compris.

Toutefois le protectionnisme a ses contreparties. La diffusion de nouveaux produits et processus, les économies d'échelles sont entravées, des investissements lourds et polluants sont inutilement multipliés dans des pays qui pourraient être complémentaires. Ce fut le raison de la création du Marché Commun Européen. Il n'a pas posé de problèmes aussi longtemps que les pays européens, tous ensemble, choisissaient le même modèle de croissance. Dès que certains ont eu des problèmes avec leur balance des paiements et ont cherché à les régler par une déflation compétitive, les problèmes se sont posés. Et la déflation est restée la seule solution quand les dévaluations compétitives ont été interdites par le système monétaire européen.

Prenons cet exemple de la Communauté Européenne comme un modèle réduit pour étudier les problèmes du commerce international entre les pays avancés. La Communauté Européenne est un espace économique multinational avec un mode de régulation explicite d'ajustement réciproque des balances des paiements. Cette règle pénalise la croissance trop rapide ou la réduction trop rapide du

temps de travail. Une solution pourrait être précisément un accord sur une croissance plus rapide ou sur une réduction du temps de travail. C'est la proposition d'une partie de l'Eurogauche et des Verts Européens. Mais un tel accord suppose que les règles de la démocratie porte au même moment des coalitions supportant un tel projet dans chaque pays séparé en Europe. C'est peu vraisemblable, pas plus que ne l'est un "putsch institutionnel" du Parlement Européen (où existe une majorité potentielle de l'Eurogauche et des Verts depuis Juin 1989) contre les gouvernements nationaux.

Nous devons donc penser à un second choix. Non pas un accord international sur le même projet, mais un accord pour ne pas pénaliser les projets des autres. La règle peut-être la suivante. Si un pays encourt un déficit commercial avec un plus haut taux de croissance de l'emploi que la moyenne européenne (soit par la croissance, soit par la réduction du temps de travail, soit par le développement d'un secteur alternatif) alors, après six mois, ce pays a le droit d'améliorer sa balance commerciale par des moyens protectionnistes non déflationnistes (dévaluation, quotas, taxe aux importations). Ces privilèges sont supprimés quand sa situation est rattrapée par la moyenne des autres pays. Avec une telle règle, un pays n'est pas obligé de choisir une stratégie plutôt qu'une autre. Mais un pays stagnationniste ne peut plus bénéficier de l'élargissement du marché de ses voisins, sauf en contribuant lui même à l'amélioration commune. Les ajustements tendent à se faire vers le haut et non vers le bas.

Un tel agrément est plus difficile à réaliser à l'échelle internationale. Mais quand l'administration US, en 1986, a commencé à prier anxieusement le Japon et l'Allemagne d'accélérer leur croissance, en précisant que "s'ils n'en faisaient pas ainsi, il serait impossible d'empêcher les congrésistes US d'adopter des mesures protectionnistes", n'était-ce pas une bonne démonstration du caractère sensé du nouvel ensemble de règles que je propose ?

Considérant maintenant ce nouvel esprit multilatéraliste dans le cas du commerce entre les nouveaux pays industrialisés et les pays capitalistes avancés. Au début dans les années 70 ces derniers ont largement bénéficié des salaires de misère des premiers. Ensuite, ces bas coûts du travail sont apparus comme des "conditions de concurrence déloyale" entraînant le chômage

au Nord et "justifiant" des réactions protectionnistes dans les années 80. C'est la très claire conséquence du paradoxe de composition de la croyance libre-échangiste selon laquelle tous les pays pourraient se développer en devenant exportateurs nets. Si une nouvelle révolution industrielle doit se dérouler dans le Tiers-Monde, alors ce Tiers-Monde doit pouvoir créer de nouveaux marchés pour ses nouveaux produits. Cela implique pour ces pays du Tiers-Monde la possibilité de protéger leurs jeunes industries. Mais d'un autre côté les exportations des NPI ne doivent pas être trop perturbantes pour l'emploi dans le Nord. La règle pourrait être la suivante. Le Nord pourrait être protectionniste contre les pays dont la compétitivité est basée sur la dictature et sur des bas salaires imposés par la terreur. Au contraire le Nord ouvrirait ses importations aux pays engagés dans une croissance rapide du niveau de vie de leur population, avec toutes les libertés syndicales. L'arbitre pourrait être le Bureau International du Travail à Genève.

Une telle règle protégerait les jeunes démocraties du Tiers-Monde contre la concurrence sauvage. Elle serait une incitation pour les classes dirigeantes des dictatures à évoluer vers des politiques démocratiques, écologiques et sociales. Elle assurerait une meilleure compatibilité entre croissance de l'emploi au Nord et croissance accélérée au Sud. En un mot elle induirait un jeu à somme positive pour l'économie mondiale et pour l'emploi. Mais il y a un obstacle; la crise de la dette.

Le poids des dettes passées induit les NPI à s'ajuster vers une croissance tirée par les exportations, c'est-à-dire le contraire de ce qu'exige une plus grande stabilité macroéconomique mondiale. La meilleure solution serait l'abolition de la dette. C'est l'intérêt macroéconomique à moyen terme du Nord. Le problème est que l'abolition de la dette pourrait entraîner la faillite des prêteurs. Nous en arrivons ainsi au problème du prêteur en dernier ressort. Si le Sud ne paie pas, les pertes du système bancaire international devrait être compensées en quelque monnaie. Jusqu'en 1979, le prêteur en dernier ressort était la Banque Fédérale Américaine. Après sa conversion au monétarisme, la situation monétaire mondiale est devenue trop serrée pour les besoins d'une expansion économique mondiale (c'est une autre raison pour le jeu à somme négative du début des années 80 et pour le krach d'Octobre 1987). A présent il n'y a plus de candidat, parmi les banques centrales nationales, pour ce rôle. D'un autre côté le système des banques

privées multinationales ne peuvent pas jouer ce rôle. Elles ne peuvent pas émettre plus de crédit quand elles sont sûres que les anciens crédits ne seront jamais remboursés. C'est la raison de l'échec des plans Baker et Brady.

Aussi, une institution internationale devrait avoir la responsabilité d'émettre de la nouvelle monnaie primaire. Un Fonds Monétaire International renouvelé pourrait ainsi par exemple émettre des Droits de Tirages Spéciaux à cours légal international, selon les besoins de la reprise de l'économie mondiale. Encore une fois cela soulève le problème des règles. Evidemment la composition du Fonds devrait être plus représentative des intérêts des pays en voie de développement. Il devrait y avoir un accord général à la fois sur les règles d'annulations des dettes anciennes et sur l'émission de nouveaux crédits.

Ces règles devraient être les suivantes. Premièrement, annulation des dettes correspondant aux dépenses répressives lorsqu'une dictature tombe. Deuxièmement, le ratio du service de la dette sur les exportations devrait être limité à 10%. Les pertes entraînées par cette règle pour les banques devraient être partagées entre les banques privées et le nouveau prêteur international. Cette seconde règle serait une incitation aux prêteurs pour acheter plus de marchandises aux emprunteurs. Troisièmement : de la monnaie internationale serait également créée à travers le soutien de la Banque Mondiale à des projets de développement et de stabilisation des prix des matières premières. Cette troisième règle est une règle vraiment difficile, parce qu'elle implique un accord sur ce que sont les "bons" investissements et ce que sont les prix "justes" pour les matières premières. A ce point, l'aspect technique des institutions monétaires révèle sa réalité politique".

REMARQUES DE CONCLUSION

Dans ce texte j'ai proposé un nouveau projet, conformément à une analyse des impasses du modèle de développement hégémonique d'après guerre, le fordisme. Les problèmes engendrés par ces impasses (des technologies trop lourdes, une productivité insuffisante, la crise des relations professionnelles, la montée des révoltes individuelles contre les hiérarchies et la puissance de l'Etat, la contradiction entre le caractère national de la régulation économique et l'internationalisation de la production et les

échanges...) sont à l'ordre du jour de tous les modèles en compétition. C'est la raison pour laquelle des propositions similaires semblent apparaître à la fois dans le libéral-productivisme, que j'ai critiqué, et dans le projet alternatif, que j'ai proposé. De la même manière, dans les années 30, l'idée de "corporatisme" (c'est-à-dire d'une coopération explicite entre l'Etat, les entreprises et les syndicats) était à l'ordre du jour du fascisme, de la sociale-démocratie, et du stalinisme, parce que le problème principal apparaissait du côté de la surproduction résultant de l'anarchie du marché.

Aussi les différences entre les projets ne peuvent apparaître que par la prise en considération du projet d'ensemble. L'alternative que je propose inclut :

- De nouvelles relations sociales du travail basées sur l'implication consciente des travailleurs directs en échange de leur droit de contrôle sur la mise en oeuvre du changement technique, le droit de vivre et de travailler au pays, et la croissance du temps libre.
- L'approfondissement de la socialisation des revenus de façon à maintenir la sécurité sociale, mais une réforme profonde de l'Etat-Providence avec le développement d'un nouveau secteur autogéré proposant des services d'utilité sociale dans un rapport contractuel avec les communautés.
- Des nouvelles relations internationales basées sur le multilatéralisme et la monnaie de crédit internationale, mais refusant un libre-échange systématique au profit d'un nouvel ensemble de règles autorisant un projet social progressiste dans chaque nation démocratique.
- Une responsabilité écologique dans la mise en place d'un modèle de développement soutenable.

En d'autres termes, le nouveau paradigme technologique sera plus intensif en travail qualifié, économe en capital. Le nouveau régime d'accumulation assurera le plein emploi avec une croissance plus lente de la production de marchandises, plus de temps libre, moins d'investissement par tête. Le nouveau mode de régulation sera basé davantage sur l'autogestion de petits groupes et des relations contractuelles entre les groupes. La nouvelle configuration mondiale sera basée sur des économies plus autocentrées commerçant à travers une monnaie gérée multilatéralement. Quant au contenu de la production et de la consommation, je pense qu'au moins dans les pays

avancés il sera plus riche en contenu culturel et écologique. Un tel modèle devra entraîner des changements majeurs dans les relations entre les sexes.

Le projet alternatif a pour but la promotion sociale et intellectuelle de chacun, plus de liberté et de bien être pour chacun, plus de démocratie, et des relations internationales pacifiques, un développement écologiquement soutenable. Il accepte les relations salariales et marchandes, l'existence d'une hiérarchie, de l'encadrement, il ne suppose pas la "destruction de l'Etat" ni la "dictature du prolétariat". Ce n'est pas un projet révolutionnaire. C'est seulement un pas en avant, un compromis pour les prochaines décennies.

Le Rooseveltisme et la sociale-démocratie furent dans leur temps des compromis. Mais ils représentaient des ruptures majeures avec des intérêts puissants, ils s'opposaient à d'autres versions du corporatisme. Des milliers de personnes durent mourir dans le processus "pacifique" des années 30, de la Suède aux Etats-Unis. Des dizaines de millions durent mourir depuis la guerre d'Espagne et l'invasion japonaise du continent asiatique jusqu'à la capitulation de l'Allemagne et du Japon, à cause des ambitions de projets beaucoup moins pacifiques. Pour un compromis, il n'est pas suffisant qu'il soit satisfaisant intellectuellement. Il doit devenir politiquement viable à travers le soutien actif d'une large partie de la population. La démocratie, la solidarité, la responsabilité écologique sont les valeurs autour desquelles rassembler un tel soutien.

Alain LIPIETZ

NOTES

1. Sur la différence entre ces crises et sur les problèmes économiques et politiques de fond qu'elles révélaient, voir LIPIETZ [1985a].

2. Cette méthodologie a été progressivement élaborée par AGLIETTA [1976], BOYER et MISTRAL [1978], CORIAT [1978], LIPIETZ [1979, 1983, 1985b]. Ici, je suis la présentation de GLYN et al. [1986]. Pour une plus longue présentation des concepts de l'approche de la régulation et de leur connexion avec le matérialisme dialectique, voir LIPIETZ [1985c, 1988].

3. Le mot "régulation", en français, connote cet ajustement de tendances contradictoires. Il appartient au vocabulaire de la biologie et de la cybernétique. En anglais, "regulation" connote l'action législative et administrative de l'Etat (en français: "réglementation"). Bien sûr, les règles légales font partie de l'auto-contrôle social, mais ce dernier ne peut pas être réduit aux premières. Dans ce texte, nous utilisons le mot "régulation" dans son sens français plus général.

4. Cette distinction entre deux types différents de crise a été popularisée par MALINVAUD [1977]. Mais elle bien connue chez les marxistes depuis Le capital, livre III. Pour une application de la double explication de la crise chez Marx à la crise actuelle, voir par exemple LIPIETZ [1983].

5. Sur les évolutions contrastées du rapport salarial et des relations professionnelles, et leurs cohérences mutuelles, voir BOYER coord. [1986], LEBORGNE et LIPIETZ [1987, 1990b], LIPIETZ [1990b]. Comme il est montré dans ces trois dernières références, il existe aussi un niveau "Individuel" de la négociation de l'implication des travailleurs, qui est cohérent avec la flexibilité libérale. Nous avons finalement adopté les dénominations suivantes:

- Néo-Taylorisme pour "paradigme taylorien plus relations professionnelles flexibles".
- Kalmarisme pour "implication négociée au niveau social" (c'est une allusion à l'usine de Kalmar du fabricant d'automobiles suédois Volvo).
- Toyotisme pour la possibilité d'une dualité (Néo-Taylorisme/Kalmarisme) quand le compromis capital-travail est négocié au niveau de la firme.

6. On trouvera un contre rendu très honnête de cette évolution dans RUSTIN [1989]. BARBROOK [1990] souligne que les "temps nouveaux" du post-fordisme ne peuvent pas être déduits de l'approche française de la régulation. Voir aussi le débat dans la revue japonaise Mado en 1990.

7. Voir JENSON [1989]. La même critique vaut pour les femmes et les travailleurs turcs dans certains secteurs de l'Allemagne de l'Ouest (voir WALRAFF [1986]).

8. Voir LEBORGNE et LIPIETZ [1990b]). En fait, c'était exactement la critique que Gramsci adressait depuis sa prison contre ce qu'il pensait que serait le fordisme. FOSTER [1988] souligne avec juste raison ce point, mais, identifiant le fordisme à la politique personnelle d'H. Ford ou à l'image que Gramsci en a construite dans les années 30, FOSTER ignore le mode de régulation qui a

stabilisé macroéconomiquement le capitalisme après la deuxième guerre mondiale: il croit que la fracture du fordisme est venue d'abord de la surproduction et non de la chute du taux de profit.

9. Tout ce qui suit est largement influencé par de nombreuses discussions chez les économistes et les militants de gauche, à propos de l'échec de la tentative des deux premiers gouvernements de François Mitterrand (1981-1984) pour sortir de la crise à travers une radicalisation de la sociale démocratie (voir LIPIETZ [1984]). C'est plus développé dans mon dernier livre [1989].

10. Quand les pensions de retraites sont payées grâce aux intérêts sur du capital accumulé, cette monnaie n'en est pas moins soustraite à la valeur ajoutée de la période. Aussi les différences entre les principes de répartition et de capitalisation sont purement psychologiques.

11. Sur un commerce juste et sur la question de la dette, voir LIPIETZ [1985, 1989].